

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je dois faire appel, une fois de plus, à la coopération des députés, car nous n'avons plus que quatre minutes pour les questions orales. Si tous les députés qui interviennent au cours de la période des questions orales parlent pendant cinq ou six minutes, il y aura des députés qui seraient en droit de poser des questions et qui ne pourront le faire. Je voudrais que les députés, auxquels je donne la parole pour qu'ils puissent poser des questions, fassent en sorte que leurs collègues bénéficient du même privilège. Je donne la parole au député d'Edmonton-Centre.

*

LES COALITIONS

L'INTERVENTION DE LA LIGUE NATIONALE DE HOCKEY DANS LA FORMATION D'UNE NOUVELLE LIGUE ET LA LOI CONTRE LES TRUSTS

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Son ministère fait-il enquête sur la possibilité que la Ligue nationale de hockey ait enfreint la loi contre les trusts en intervenant dans la formation de la ligue de hockey de l'Ouest?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, mon ministère porte le nom de ministère de la Consommation et des Corporations. La loi actuelle relative aux enquêtes sur les coalitions ne prévoit rien pour les services de sport ou le sport pour amateurs ou professionnels. Le député sait que le bill C-256 dont la Chambre est actuellement saisie...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Dartmouth-Halifax-Est.

*

• (2.50 p.m.)

LES OURAGANS

NOUVELLE-ÉCOSSE—LA DEMANDE D'AIDE DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Ma question s'adresse au premier ministre ou peut-être à l'un de ses collègues. Je me demande si la Nouvelle-Écosse a demandé au gouvernement de l'aider en payant une partie des frais occasionnés par les ouragans de la mi-août?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je prends note de la question monsieur l'Orateur. Je ne me souviens d'aucune demande du genre.

*

LE BIEN-ÊTRE SOCIAL

CORNWALL—LE REFUS ESSUYÉ PAR DES CHEVELUS—L'APPLICATION DU RÉGIME D'ASSISTANCE PUBLIQUE

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. A deux reprises depuis deux semaines, le ministre a déclaré qu'un incident qui serait survenu à Cornwall, alors que des agents du bien-être social auraient refusé des allocations à des requérants aux cheveux longs, faisait l'objet d'une enquête pour déterminer s'il y avait eu violation du Régime d'assistance publique du Canada. Le

[L'hon. M. Andras.]

ministre peut-il dire à la Chambre si l'enquête lui a permis d'en arriver à une conclusion?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): On me dit, monsieur l'Orateur, qu'il n'y a eu aucune violation.

*

QUESTION POSÉE AU CABINET

M. Cliff Downey (Battle River): Je voudrais poser une question au ministre du Travail. Étant donné le rapprochement apparent entre le Canada et l'Union soviétique, le gouvernement songe-t-il à étudier les méthodes soviétiques de lutte contre le chômage, en vue de les adopter?

*

L'IMPÔT SUR LE REVENU

LE MÉMOIRE DE LA FÉDÉRATION CANADIENNE DE L'AGRICULTURE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. R. R. Southam (Qu'Appelle-Moose Mountain): Je voudrais poser une question au ministre des Finances. A-t-il étudié le mémoire que lui a adressé au début de la semaine M. Charles Munro, au nom de la Fédération canadienne de l'agriculture, mémoire qui porte plus précisément sur le bill C-259 concernant la réforme fiscale et qui signale certains aspects très graves de la mesure en ce qui a trait à l'industrie agricole? Si tel est le cas, le ministre peut-il dire à la Chambre ce qu'il entend faire pour remédier à ces graves difficultés?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le ministre devrait répondre brièvement s'il le veut, mais normalement, des renseignements de ce genre doivent être fournis sous forme de déclaration générale.

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'ai reçu le mémoire. Nous l'étudions et nous examinerons certes les propositions qu'il renferme.

*

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LA SURTAXE AMÉRICAINE À L'IMPORTATION—LA POSSIBILITÉ D'EXEMPTION DE L'ALLEMAGNE DE L'OUEST

M. R. N. Thompson (Red Deer): Une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le ministre a dit mardi qu'il apprendrait à la Chambre si des accords bilatéraux ont été conclus avec les États-Unis au sujet de l'abolition de la surtaxe. La question, je crois, concernait particulièrement l'Allemagne de l'Ouest. Le ministre a-t-il des renseignements à communiquer à la Chambre à ce sujet?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, dans une réponse à l'ancien chef néo-démocrate, le ministre des Finances a dit tout à l'heure, en citant M. Connally lui-même, que l'information était inexacte.